

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.
 } ETRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

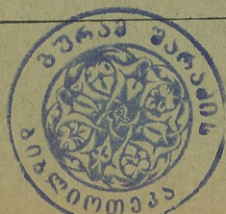
ETRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE } Géorgie
 } Azerbaïdjan
 } Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN



Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Les pactes avec les Soviets.	M. Y.
Les élections américaines	G. G.
Les évènements sanglants de Genève.....	Un Genevois
La Conférence de San Remo.....	D ^r Mir YACOB
Le crise de la politique de kolkhoz	M. TCHOULIK
La Mer Noire.....	D BOUG
Au Turkestan	M. T.
Réunions « Prométhée »	***
Revue de la Presse : <i>L'Ukraine et la Russie</i> . — <i>La</i> <i>Table ronde</i>	***

CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Caucase du Nord. — Ukraine.

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LES PACTES AVEC LES SOVIETS

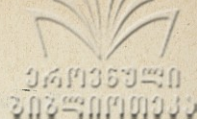
Les pactes franco-soviétique et polono-soviétique viennent d'être signés par les parties intéressées; par décret présidentiel, la Pologne l'a même ratifié. Le fait qu'un tel accord ait été conclu avec Moscou constitue un événement d'une importance considérable sur l'arène politique internationale.

Si la France et la Pologne ont cru devoir apposer leur signature au bas de ces documents diplomatiques, c'est que la situation internationale actuelle leur commandait une pareille détermination. Le mouvement réactionnaire en Allemagne et la venue au pouvoir du parti militaire, les revendications immédiates de l'Allemagne en ce qui concerne l'égalité des armements ont donné à réfléchir aux diplomates des bords de la Seine et de la Vistule. Les événements d'Allemagne menaçaient en premier lieu la Pologne, aussi cette dernière devait-elle assurer l'intégrité de ses frontières orientales afin d'être prête à toute surprise sur sa frontière occidentale.

Avant que de conclure cet accord, la Pologne n'a pas été sans demander l'approbation préalable de ses alliés, la France et la Roumanie. La Roumanie, de son côté, n'a pas signé le pacte de non-agression avec les Soviets à cause de la question bessarabienne que les Soviets considèrent jusqu'à présent comme litigieuse. Mais la France, en signant le pacte, s'est assurée la garantie des Soviets de ne pas recourir à la force pour résoudre les questions en suspens avec la Roumanie.

Mais si la France et ses alliés ont été amenés, du fait de considérations de politique extérieure, à conclure des pactes de non-agression, les Soviets, eux, y ont été forcés en vertu de considérations politiques d'ordre intérieur.

Ceux qui ont suivi le développement de la vie économique à l'intérieur de l'Union soviétique savent que le plan quinquennal a ébranlé jusque dans ses fondements l'économie soviétique et que, de ce fait, la situation est devenue on ne peut plus pénible. Les observateurs étrangers de la vie soviétique prévoient que les bolcheviks devront subir de graves épreuves au cours de l'année 1933, dans le domaine de l'approvisionnement. Le spectre de la faim se dresse devant le pays et si à cela on ajoute les nouvelles menaçantes qui nous arrivent du Turkestan et du Caucase au sujet de mouvements insurrectionnels, dangereux pour le régime, il est



aisé de comprendre pourquoi Moscou tenait tant à conclure cet accord avec la France et la Pologne. Il est clair qu'en raison de la situation qui s'est créée, la Russie soviétique ne veut point de complications à l'Ouest afin de pouvoir consacrer toute son énergie à la politique intérieure. C'est dans ce but que les Soviets se sont efforcés d'assurer leur sincérité en concluant des pactes de non-agression.

Un pacte de ce genre fut conclu avec l'Allemagne en 1926; des pactes semblables ont été conclus avec la Finlande et les Etats baltes, enfin avec la Perse, la Turquie, l'Afghanistan. L'on remarqua bientôt les efforts tentés par les bolcheviks pour développer une politique analogue avec la France et ses alliés. Leur but consistait à obtenir la tranquillité pendant une certaine période de temps afin de pouvoir réorganiser et développer les conditions économiques du pays et renforcer ainsi un régime à moitié chancelant.

Mais, en dehors des considérations d'ordre politique et économique, les Soviets en avaient d'autres, d'ordre purement militaire. La Russie soviétique n'est pas en état de faire une guerre et elle la craint par dessus tout. Elle sait parfaitement combien une guerre est dangereuse pour le régime, attendu qu'au point de vue économique et financier, le pays ne tiendrait pas. Staline en a une profonde crainte, car il sait qu'elle entraînerait l'effondrement de l'Union soviétique et son morcellement en de nombreux Etats : Caucase, Ukraine, Turkestan, etc... C'est pourquoi il s'est hâté de conclure des pactes qui garantissent les bolcheviks pour une période de temps déterminée de toute « menace » extérieure, laquelle en réalité n'a jamais existé.

Voyons maintenant en quoi consiste ce pacte. Il solutionne trois questions; tout d'abord au point de vue militaire : chacune des Hautes parties contractantes s'engage à ne point recourir à une agression quelconque et à ne point, en aucune façon, entreprendre une guerre isolément ou conjointement avec d'autres puissances. Les clauses du pacte s'appliquent non seulement au territoire sur lequel s'exerce la souveraineté des parties intéressées, mais aussi aux territoires placés sous la protection des parties contractantes. Le pacte évidemment a en vue les colonies françaises ainsi que les pays sous mandat français. Il est dit ensuite que si l'une des parties contractantes est victime de l'agression d'une ou de plusieurs autres puissances, l'autre partie contractante s'engage à s'abstenir de toute attaque pendant la durée du conflit.

Il n'est pas sans intérêt de souligner la déclaration des deux parties en vertu de laquelle elles s'engagent à ne point entrer dans une combinaison d'une troisième puissance les obligeant à prendre part à une agression contre l'une des parties contractantes. Par cette déclaration, les bolcheviks reçoivent l'assurance que la France ne songe nullement à une attaque quelconque contre la Russie soviétique, pas plus qu'à prêter son appui à une puissance qui serait l'agresseur.

De son côté, la France reçoit l'assurance que, dans le cas où la marche des événements la porteraient dans un conflit avec une autre puissance, la Russie soviétique observerait une « neutralité » politique et militaire.

Et, du moment que les deux parties contractantes s'engagent à respecter la souveraineté de chacune d'elles réciproquement, de ne pas s'attaquer l'une l'autre, une conclusion apparaît; elle est exprimée dans l'article V,

que nous reproduisons ici, cet article étant tout entier consacré à l'émigration politique. « Chacune des Hautes parties contractantes s'engage à respecter à tous égards la souveraineté ou l'autorité de l'autre partie sur l'intégralité de ses territoires tels qu'ils sont définis à l'article premier du présent Traité, à ne s'immiscer en aucune façon dans ses affaires intérieures, à s'abstenir notamment d'une action quelconque tendant à susciter ou à favoriser toute agitation, propagande ou tentative d'intervention ayant pour but de porter atteinte à son intégrité territoriale ou de transformer par la force le régime politique ou social de tout ou partie de ses territoires.

« Chacune des Hautes parties contractantes s'engage en particulier à ne créer, protéger, équiper, subventionner ou admettre sur son territoire ni des organisations militaires ayant pour objet la lutte armée contre l'autre partie, ni des organisations s'arrogeant le rôle de gouvernement ou représentant de tout ou partie de ses territoires. »

De toute évidence, cet article est dirigé contre l'émigration politique, contre ceux qui ont dû abandonner le pays, soit qu'ils n'aient point voulu reconnaître le régime existant, soit du fait de l'occupation armée de leur pays par un pouvoir étranger en la personne des bolcheviks. Cet article n'est donc point indifférent pour l'émigration; il a même produit une forte impression sur tous ceux qui luttent contre le pouvoir des bolcheviks.

Le Temps, organe officieux du Ministère des Affaires étrangères, s'empresse d'apporter une certaine tranquillité dans l'esprit de ceux que le sort a chassés de leurs foyers pour venir chercher asile dans les pays cultivés.

Ledit organe nous rassure en disant que cette stipulation n'implique pas qu'individuellement ou sous forme de groupements intellectuels ou d'assistance mutuelle, les anciens sujets russes, résidant en France, ne continueront pas à bénéficier de la protection assurée à tous les exilés politiques. L'engagement réciproque de « ne pas admettre sur leurs territoires des organisations militaires ayant pour but la lutte armée contre l'autre partie » interdit seulement les organisations qui s'occupent d'instruction militaire en utilisant des armes de guerre; mais il permet de conserver tous les groupements créés en France par les anciens combattants ayant pour objet une assistance mutuelle et le besoin d'entretenir le souvenir du pays et du passé. Des organisations de ce genre sont fort nombreuses en Allemagne...

L'interprétation du *Temps*, évidemment, a pour but de tranquilliser les esprits au sein de l'émigration politique. Mais si précieuse que soit cette déclaration, l'on ne peut oublier qu'elle a été inspirée par le Gouvernement du Cabinet Herriot et qu'il serait prématuré de dire quelle interprétation un autre Cabinet pourra bien donner à cet article.

Nous habitons la France où nous jouissons de l'hospitalité la plus large et nous lui en sommes on ne peut plus reconnaissants et nous concevons parfaitement que la France, en la personne de son Gouvernement, sait, mieux que nous, quelles voies il faut prendre pour défendre ses intérêts hors de ses frontières. Nous n'avons donc pas à nous immiscer dans ses affaires, nous n'en avons du reste aucun droit. Cependant, puisque la liberté de parole, cette précieuse conquête de la Révolution française, nous est donnée, nous nous permettrons d'exprimer notre opinion et de

dire que si la Russie soviétique a cru nécessaire de s'engager dans la voie des pactes, c'est qu'au point de vue militaire, elle n'est point encore prête et que sa situation économique et financière ne lui permet aucune complication extérieure. Par contre, nous sommes persuadés que lorsqu'elle sera suffisamment préparée militairement, rien ne saura l'arrêter. Ce moment venu, elle n'observera aucun traité. L'histoire des peuples civilisés ne connaît point d'exemple d'un *Gouvernement* aussi perfide que celui des *bolcheviks*.

Pour ce qui est de la propagande, elle ne s'arrêtera pas certainement; elle se poursuivra, nous en sommes convaincus, par le canal du *Komintern*. L'activité de cette organisation et le développement de sa propagande seront en proportion des possibilités matérielles dont disposera le Kremlin. La Russie soviétique ne peut se passer de propagande, attendu que c'est sur elle que repose l'édifice de sa puissance, de sa raison d'être. C'est pourquoi nous pensons que les résultats de cet acte pour la France sont bien inférieurs à ceux qu'en retirera la Russie. Il suffit de signaler en premier lieu le prestige que le pouvoir soviétique ne manquera pas de retirer à l'extérieur, de l'autorité qui en découle, surtout parmi les éléments où il puise ses forces au nom de la révolution mondiale. A l'intérieur, cet acte ne peut que consolider un pouvoir déjà chancelant sans que, toutefois, il lui soit possible d'empêcher le mouvement antisoviétique aussi bien à l'intérieur de l'Union que dans les rangs de l'émigration.

Lorsque nous disons « à l'intérieur de l'Union et dans les rangs de l'émigration » nous distinguons ce que parler veut dire. Pour l'émigration russe, pour le peuple russe, la lutte contre les bolcheviks est une lutte contre le régime, une lutte de classe, politique même, disons le mot, une lutte pour le pouvoir. Mais pour les peuples *non-russes*, tels que les *Ukrai-niens*, les *Caucasiens*, les *gens du Turkestan*, cette lutte est engagée au nom de l'*auto-détermination* des peuples et pour la constitution d'*Etats indépendants*. C'est une lutte essentiellement nationale. Et ce mouvement, les bolcheviks ne l'arrêteront point en dépit des persécutions, de la terreur qu'ils exercent à l'intérieur et des succès diplomatiques à l'extérieur.

M. Y.



LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

On aurait tort de croire que les élections présidentielles qui viennent de se dérouler aux Etats-Unis d'Amérique n'ont pour nous qu'un intérêt théorique. Il est vrai que l'Union américaine et l'Union soviétique se trouvent dans deux hémisphères opposés, mais il n'en est pas moins vrai que ces deux Puissances sont en opposition irréductible dans tous les domaines de l'activité sociale et nationale. L'une de ces Puissances demande l'ordre et la sécurité, l'autre spéculé sur le bouleversement général; l'une a pour base l'inviolabilité du droit de l'homme, l'autre se moque de ce principe et fonde sa puissance sur l'esclavage et le travail forcé; l'une promène ses yeux avides sur les biens des autres pour se les approprier, à l'occasion, par un coup de force, l'autre se fait scrupule de s'immiscer dans les affaires des autres; l'une est agressive, l'autre se tient sur la défensive et se fait gloire d'avoir proclamé la guerre hors la loi. Ce sont deux pôles opposés de l'évolution politique et sociale du monde. Elles ne peuvent co-exister, elles se trouvent toujours dans un état de guerre au sens large du mot. Si l'une recule, l'autre gagne du terrain. La victoire de l'une est la défaite de l'autre et l'étendue du champ d'influence s'élargit ou se rétrécit selon les oscillations des batailles dont la forme diffère en proportion de la variété d'activité nationale et sociale de chaque Etat.

Voilà pourquoi la bataille électorale américaine dépasse le cadre national du pays où elle s'est déroulée et pourquoi elle retient l'attention de tous en tant qu'événement d'une portée mondiale.

On dit généralement que démocrates et républicains se battent aux Etats-Unis, beaucoup plus sur des questions de personne que sur des questions de principe. C'est possible. Le plus souvent c'en est même ainsi. Mais cette année le spectacle a été stupéfiant. Le monde a été frappé par une véritable vague de fond populaire. La victoire remportée par le parti démocrate est sans exemple dans l'histoire de ce parti, et si l'on considère les votes des électeurs du second degré et non les votes populaires, elle est sans exemple dans l'histoire des Etats-Unis. S'il y a là en cause la personne de M. Hoover, il est évident qu'elle doit résumer une idée beaucoup plus large que n'en dit le nom.

Qu'a fait M. Hoover, ou, si vous préférez, le parti républicain ?

La question remonte à la période de la grande guerre et le nom du Président Wilson vient à l'esprit. C'est cet homme éminent qui avait compris le véritable sens du conflit mondial; il avait compris que le monde traversait une terrible crise de croissance et que la grande démocratie américaine ne pouvait se désintéresser du sort de la bataille où tout l'avenir de l'humanité était en jeu. Il comprit que la chemisette d'enfant confectionnée par le célèbre Monroë n'était plus de mise pour un corps en plein épanouissement, débordant de forces physiques et morales. Il traversa donc l'Océan avec une armée de nouveaux croisés pour donner la paix à l'Europe et la liberté aux peuples opprimés. Un plan même du travail qui s'imposait pour le relèvement des ruines causées par la guerre et pour la reconstruction du monde sur la base de l'équité et de la justice internationale fut élaboré. Faut-il rappeler que rien n'était plus facile à l'époque que de

mettre à exécution ce plan grandiose, alors que toutes les forces ennemies étaient réduites au silence et que tous les peuples étaient agités par le souffle créateur de la liberté qui passait sur le monde. C'était facile, disons-nous, mais à une condition : c'est que toute la puissance de la démocratie américaine fût mise, conjointement avec celle des autres pays civilisés, au service de cet idéal de solidarité internationale. Soyons brefs : la présence des Etats-Unis à la Société des Nations était indispensable pour la réalisation des principes énoncés dans le pacte.

Malheureusement, le parti républicain ne comprit point la portée de l'œuvre conçue par le Président Wilson, pas plus que le rôle dévolu par la marche de l'histoire à la grande république américaine dans l'évolution du monde. Il fut effrayé par cette conception qui mettait en lambeaux la chemisette Monroë. « Eh quoi ? disait-on, la liberté ? oui, c'est une belle chose, nous la connaissons bien, nous l'aimons ; nous avons même une grande statue de la Liberté qui éclaire notre port de New-York... Mais vouloir la transporter à Genève pour éclairer l'Europe et chasser les ténèbres de l'Est européen et de l'Asie, quelle folie ! Non ce sentimentalisme international n'est pas de notre goût. Nous avons assez de créances sur l'Europe et cela nous suffit pour consolider la prospérité de notre pays. » Finalement le travail gigantesque et combien glorieux du grand homme d'Etat américain fut désavoué et l'Europe resta seule avec ses ruines et ses querelles sur les bras.

Loin de nous l'intention d'entrer dans l'analyse d'une situation aussi complexe que celle de l'Europe d'après-guerre, mais on ne saurait jeter un regard sur cette situation sans être frappé par un fait indéniable : le recul de l'Amérique a été marqué par l'avance du bolchevisme et par une pression formidable des Soviets sur la marche des affaires européennes. La Société des Nations devint le point d'attaque, la citadelle qu'il fallait discréditer et ébranler à tout prix. « La liberté des peuples ? qu'à cela ne tienne ! crièrent les dictateurs de Moscou. C'est nous qui donnons, et tout de suite, à tous les peuples opprimés le droit de disposer librement d'eux-mêmes ! » E ils envahirent l'Ukraine d'abord, le Caucase ensuite, pays qui, les premiers, se dressèrent contre la barbarie pour lui barrer la route. En ces jours de « pactomanie » il n'est pas peut-être inutile de rappeler qu'un pacte de non-agression a été conclu, en 1920, entre la Russie soviétique et la Géorgie, mais cela n'empêcha point l'invasion de ce pays par l'Armée rouge et son occupation militaire.

Renforcés par la conquête de pays aussi riches que le Caucase et l'Ukraine, et enhardis par l'indifférence générale, les Soviets redoublèrent d'efforts et, avec l'occupation du Turkestan, ils arrivèrent à détacher de l'économie mondiale la sixième partie du globe avec une population de plus de 150 millions d'hommes. La rupture fut formidable. L'institution du travail forcé et le monopole du commerce avec la répercussion qui s'en suivit sur le marché mondial déchainèrent la tempête que l'on sait, tempête qui causa tant de ravages et de dégâts dans tous les pays d'Europe et particulièrement aux Etats-Unis. Que de banques, parmi les plus solides, sautèrent, quelle paralysie dans l'industrie et le commerce, et quelle baisse de prix sur les produits agricoles ! L'on prétend que tout est bouleversé. On évalue le nombre des chômeurs à environ dix millions et l'on estime que chacun d'entre eux a, en moyenne, deux personnes à sa charge. Cela ferait 30 millions. On pense même que, dans le courant

de l'hiver, le chiffre des sans-travail sera très probablement porté à 13 millions, ce qui donnerait 39 millions d'assistés, soit le tiers du nombre total des habitants. Un tel fardeau excède manifestement les forces de la nation la plus robuste.

Voilà donc ce qu'a fait le parti républicain et voilà pourquoi il a été balayé aux dernières élections présidentielles. Il est vrai que ni M. Hoover, ni M. Roosevelt n'ont, au cours de la campagne électorale, lâché un mot sur le changement éventuel de la politique extérieure du pays, mais il n'en est pas moins vrai ni moins évident pour tous ceux qui voudraient voir, qui voudraient connaître la réalité et non pas des mirages que : *l'abandon du Caucase, c'est l'armée du bonus, avec, en perspective, la mobilisation des tanks et des mitrailleuses contre ses propres citoyens, et que, l'abandon de l'Ukraine, c'est l'armée des marcheurs de la faim, avec toutes ses conséquences.*

G. G.

Les événements sanglants de Genève

Trois semaines nous séparent déjà de ces événements tragiques et soigneusement préparés par les agents bolcheviks, camouflés principalement en socialistes afin d'assurer le succès. Ce laps de temps est suffisant pour envisager ces événements avec calme et sang-froid, conditions nécessaires pour jeter des jalons d'objectivité et établir la vérité, afin d'en tirer les utiles leçons que commandent les circonstances.

*
* *

Le lundi 7 novembre, la population genevoise apprit avec stupéfaction que la veille le Comité directeur (composé exclusivement d'agents bolcheviks) du groupe socialiste genevois avait décidé, sous la présidence de M. Dicker, d'envoyer une lettre au Gouvernement genevois exigeant l'interdiction d'une réunion organisée par un nouveau parti — l'Union nationale — à tendance fasciste purement verbale. Quelle en fut la raison ? Les petites affiches apposées par ce parti sur les murs de Genève portaient ces mots : « La mise en accusation publique des sieurs Nicole et Dicker. » Interdiction d'une réunion, dans un local fermé, d'un parti politique dans un pays qui jouit de la liberté de réunion et de parole depuis des siècles ? Et qui demandait cette interdiction ? Le parti d'extrême-gauche qui, au contraire, s'il n'est pas inféodé au Komintern, revendique la liberté de réunion, de parole et de la presse partout où elle manque. A Genève même, tout récemment encore, ce parti fulminait contre l'interdiction d'une réunion en plein air pendant la Conférence du Désarmement, et il tenta de passer outre, ne se contentant pas de l'autorisation de se réunir dans une salle.

Dans sa lettre adressée au Conseil d'Etat, le dit Comité menaçait déjà le Gouvernement en disant : « Nous déclinons dès maintenant ce qui pourra se produire ! » et, en publiant la dite lettre le même jour dans

Le Travail, il annonçait la mobilisation de toutes ses forces pour attaquer la réunion de l'Union nationale : « Dès maintenant nous invitons les sections, les membres du parti et tous ceux appartenant à la classe travailleuse et honnête (*sic*) à l'appel d'une manifestation pour mercredi soir. » Et, après la signature de M. Nicole, il ajoutait : « Nous attirons l'attention des militants de Genève sur les convocations qu'ils trouveront dans la partie locale de ce journal. » Dans ces convocations, la participation à la manifestation fut déclarée « obligatoire ».

Les appels enflammés qu'il a publiés les jours suivants disaient : « Les instructions seront données par les présidents des sections. » C'était donc des préparatifs pour des combats dans la rue et ces « instructions » ne pouvaient avoir qu'un caractère de conspiration.

Il est superflu d'insister qu'un gouvernement qui se respecte et qui a le devoir de maintenir l'ordre et de sauvegarder la liberté de réunion, ne pouvait pas céder à la sommation insolente de ces énergiques. Et cela d'autant plus que le Gouvernement genevois, d'après l'aveu du *Travail* lui-même, paraît avoir été au courant de bien d'autres choses.

En effet, *Le Travail* du 19 novembre, soit dix jours après les événements, ayant recueilli tous les arguments possibles et imaginables que ses avocats pouvaient trouver comme « acte d'accusation contre la bourgeoisie genevoise » (c'est le titre), publia un plaidoyer d'une page et demie. Il accusait les autorités genevoises d'avoir eu des informateurs à la séance du Comité du parti socialiste, puis à l'assemblée des délégués tenue les 7 et 8 novembre. « Ces mouchards, dit-il, rendirent compte dans les moindres détails des paroles prononcées par nos militants. » Cet aveu, à lui seul, aurait suffi. Mais il y a mieux encore comme indice du complot.

Dans la soirée du 9 novembre, c'est-à-dire le jour où le coup d'Etat devait avoir lieu, car la manifestation n'était au fond qu'un prétexte pour créer un état d'esprit révolutionnaire, *L'Humanité*, organe français bolchevik, téléphonait à la rédaction du *Travail* qui préparait la manifestation. Celle-ci lui répondit : « *Nous agissons en accord complet avec le parti communiste.* » Et pourquoi agir ensemble, lorsque toute action commune avec les communistes avait été interdite à plusieurs reprises aux socialistes genevois par le parti socialiste suisse ? Pour la simple raison que c'est le Komintern qui a eu le dessus sur le parti socialiste suisse et parce que, depuis le retour à Moscou de M. Dicker (automne 1924), la direction du groupe genevois, dont il est président, fut constituée par lui d'une telle façon qu'elle n'obéissait plus qu'au gouvernement soviétique. Celui-ci étant particulièrement intéressé de compromettre Genève à tout prix, il donne l'ordre à ses agents de faire une politique de provocation. C'est pourquoi ils ont mené, durant des années, une campagne acharnée de calomnies et d'injures contre la S.D.N. et contre les chefs socialistes de tous les pays afin d'exciter les masses et de pouvoir ainsi les entraîner dans des aventures au moment opportun. Déjà, le 22 août 1927, ils ne manquèrent point d'exploiter le cas de Sacco et Vanzetti. Le même aventurier Nicole, après avoir chauffé à blanc les manifestants, les incita d'envahir le Consulat des Etats-Unis et de briser les vitres de la Société des Nations, si bien que les autorités suisses durent présenter leurs excuses et réparer les dommages causés, lesquels s'élevèrent à une quinzaine de mille francs suisses. Il y eut aussi un mort. Il convient de remarquer que ces événements eurent lieu trois mois après le premier séjour de la délégation soviétique à Genève; les

coupables échappèrent à la punition grâce au fait qu'ils avaient des représentants au sein du Gouvernement et que les radicaux ne tenaient pas à une rupture d'alliance.

Cette année, la délégation soviétique a fait à Genève un séjour beaucoup plus prolongé. Aussi la proportion est bien gardée entre la provocation de 1927 et celle de cet automne : 13 morts et 70 blessés !

Le 9 novembre, à 7 heures, déjà les gardes rouges communistes et autres, conduits par M. Nicole, envahissaient les rues du quartier où la réunion de l'Union nationale devait se tenir. Ils occupaient les différents points de ces rues pour arrêter les passants afin de grossir la foule et rendre impossible toute circulation, ce qui leur réussit. Mais, comme *Le Travail* du 19 novembre le remarque, « les organisateurs (de la réunion) la transformèrent en une assemblée privée » (après cela les manifestants, si ce n'était pas l'émeute qu'ils se proposaient d'organiser, n'avaient absolument plus rien à faire) et ils ne réussirent pas à pénétrer dans la salle. Alors commencèrent, dans les rues, les discours insidieux. Le premier, ce fut naturellement M. Nicole qui harangua les manifestants, les engageant de « bien tenir la rue ». M. Lebet, chef communiste, qui lui succéda, affirma : « Aujourd'hui il n'y a plus de séparation entre socialistes et communistes, comme l'a dit Nicole. » Les paroles du chef communiste ainsi que ce dernier, furent saluées par les cris de « Vive les Soviets ! » Après cela la situation devenait menaçante : les barrages furent rompus, vu l'insuffisance des gendarmes. (Cette insuffisance a une histoire fort instructive : les députés socialistes, conduits par les agents bolcheviks Niccole et Dicker, réussirent l'automne dernier à couper le budget afin d'affaiblir les forces publiques). Alors on appela à leur secours les jeunes recrues de la III^e Compagnie qui venaient seulement de commencer leur instruction militaire. Elles ne purent pas arriver à destination et furent molestées en route par les manifestants. Les jeunes soldats, après avoir reçu du poivre dans les yeux, furent frappés à coups de matraque et rendus ainsi incapables de bouger. Alors, l'ordre fut donné à la II^e Compagnie de dégager la III^e. Aux sommations, les manifestants répondirent par des cris, des coups de sifflets et des injures ; ils se ruèrent même sur la troupe. La situation devenant de plus en plus grave, l'officier dut ordonner de recourir aux armes, mais il n'y en avait pas d'autres que le fusil-mitrailleur (pas de mitrailleuses, ce qui n'est pas la même chose, sur lesquelles cependant certains journalistes sans vergogne insistent sciemment), on tira et cela ne dura que trois à quatre secondes : 10 morts et près de 70 blessés parmi lesquels d'innocents curieux mais aussi pas mal de communistes militants.

Le lendemain, le principal organisateur de l'émeute, M. Nicole, ce fameux calomniateur, fut arrêté et écroué à la prison de Saint-Antoine avec son aide de camp Isaak qui avait figuré dans le procès Chavichvily contre *Le Travail* et qui avait fait de fausses dépositions en faveur de ses maîtres de Moscou. On arrêta également M. Eltchian qui était porteur d'un mandat du Guépéou lui conférant le droit de contrôler les membres du parti communiste, ce qui confirme les accusations lancées par M. Chavichvily ici-même il y a quatre ans.

Aussi, le malheur fut consommé. La provocation de Moscou réussit à merveille. Les rues de Genève ensanglantée ont fourni une base d'opération aux officines bolchevistes, camouflées en différentes dénominations anodines,

pour inonder le monde entier de fausses informations — en partie démesurément exagérées, mais la plupart inventées de toutes pièces pour calomnier Genève. Presque toute la presse étrangère en fut victime. Ce n'est pas seulement la *Pravda* mais la plupart des journaux étrangers qui écrivaient que « l'ordre de tirer sur la foule avec des mitrailleuses fut donné par la Société des Nations » où « des combats dans les rues de Genève ont duré toute la nuit ». Les sphères de la haute finance de certains pays, sphères qui sont également sans scrupule, portent leur part de responsabilité dans la diffusion de nouvelles mensongères dans le but de provoquer la chute du franc suisse. Cependant, cela n'atténue en rien la valeur de la remarque suivante du *Journal de Genève* du 22 novembre qui est absolument véridique :

« Les communistes s'agitent dans tous les pays à propos des événements de Genève; l'échec de l'émeute, et surtout les mesures d'épuration prises par le Gouvernement, les remplissent de colère; ils sont furieux de voir qu'un de leurs centres les plus importants d'activité et de propagande va être radicalement nettoyé, et que les autorités politiques et judiciaires détruiront l'organisation secrète et agissante que le bolchevisme avait créé dans cette ville. »

« Tous les partisans déclarés ou secrets du bolchevisme dans le monde s'acharnent en ce moment contre la Suisse, suivant le mot d'ordre donné le 12 novembre par la *Pravda*. L'organe des soviets parle de l'essor révolutionnaire qui se manifeste dans notre pays. »

Une dure leçon pour les autorités genevoises qui ne se trouvaient pas adaptées aux conditions nouvelles et qui commencent seulement maintenant à se rendre compte et à organiser une police suffisante et bien équipée; leçon terrible aussi pour les partis et les organisations qui laissent dans leur sein s'introduire le venin bolchevik qui décompose leurs organismes. C'est aussi un avertissement sérieux pour les gouvernements, car cela prouve une fois de plus que leur faiblesse vis-à-vis des forces subversives et leur coquetterie avec les bolcheviks ne restent pas impunies. Tôt ou tard, on paie cher pour toute veulerie.

Un Genevois.



La conférence de San Remo et les Républiques du Caucase

La seule reconnaissance des nouvelles républiques de Transcaucasie par le Conseil Suprême était insuffisante pour assurer leur défense et leur développement. Il aurait fallu d'autres facteurs. Il aurait fallu non seulement l'existence d'une cohabitation pacifique entre elles, mais encore une compréhension réciproque et un soutien mutuel.

Malheureusement, ces deux facteurs manquaient. Déjà, au début de la Révolution de 1917, les rapports entre Arméniens et Géorgiens d'une part, et entre Azerbaïdjanis et Arméniens d'autre part, étaient tendus, du fait même de la situation politique à l'époque. Pour ce qui est de la république du Caucase du Nord, elle tomba sous les coups de l'Armée Volontaire sans avoir eu le temps d'établir un lien solide avec les républiques de Transcaucasie. S'il y eut un commencement positif d'entente, ce fut uniquement dans une collaboration entre Géorgiens et Azerbaïdjanis pour tout autant que l'ambiance de l'époque le permettait. Cette collaboration eut l'occasion de se manifester, non seulement au sein du pays, au Caucase, mais encore dans l'activité des délégations qui les représentaient en Europe et l'on sait que plus d'une fois elle se manifesta dans une série de notes aux Grandes Puissances. Ces notes portaient la signature des représentants de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan.

Après la chute du Caucase du Nord et l'occupation du général Denikine, la situation au Caucase se complique. L'apparition de l'Armée Volontaire au Caucase du Nord présentait un danger pour l'Azerbaïdjan et pour la Géorgie et cette éventualité obligea ces deux républiques à conclure une alliance militaire défensive pour préserver leurs frontières de toute agression.

Le spectre du danger turc si inquiétant pour les Arméniens et en partie pour les Géorgiens n'existait plus, l'Empire ottoman, à l'époque, se trouvant en état de déconfiture et son avenir apparaissant sous un jour bien sombre.

Devant les forces du général Denikine, seul et unique danger à l'époque, les peuples du Caucase étaient bien obligés de s'unir et de coordonner leurs efforts. C'est dans ce but que fut organisée à Tiflis, le 26 juin 1919, une Conférence qui eut pour résultat la conclusion d'un accord entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. En vertu de cet accord, ces deux républiques s'engageaient à repousser par tous les moyens à leur disposition, toute attaque qui menacerait de porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité de l'une des deux républiques contractantes.

Nous devons souligner ici que le Gouvernement arménien, invité à son tour à prendre part à cette Conférence, refusa d'y envoyer ses délégués. Il espérait trouver un appui en l'Armée Volontaire pour résoudre définitivement le problème caucasien. Nonobstant ce refus, les gouvernements d'Azerbaïdjan et de Géorgie réservèrent à l'Arménie le droit, dans un délai de quinze jours, de donner son adhésion à l'alliance militaire défensive qui venait d'être conclue. Mais l'Arménie ne voulut point profiter de

ce droit, vraisemblablement du fait que ses dirigeants croyaient que le nœud de la question arménienne se trouvait en Turquie et que, grâce à l'appui des Puissances victorieuses, l'idée d'une Grande Arménie se réaliserait. L'Arménie caucasienne, à leurs yeux, ne représentait qu'une faible partie de l'Arménie, aussi toute discussion avec la Russie paraissait-elle indésirable. Bien au contraire, elle avait besoin de l'appui de la Russie.

L'accord azerbaïdjano-géorgien fut donc notifié au Conseil Suprême des Alliés; il était accompagné d'une note dans laquelle il était dit ce qui suit : « La présente convention, poursuivant un but uniquement défensif, ne saurait être appliquée dans la partie concernant les opérations militaires envisagées, la Transcaucasie devant être garantie de toute attaque extérieure grâce au contrôle que les Puissances alliées exercent sur les opérations du général Denikine. »

En 1919, l'Azerbaïdjan et la Géorgie redoublèrent d'efforts pour attirer l'Arménie dans l'orbite de l'orientation caucasienne, mais ce fut en vain, les hommes d'Etat arméniens espérant toujours que, grâce à l'appui des Puissances victorieuses, la question arménienne devra être résolue hors du Caucase; alors seulement on pourra songer à élargir les frontières de l'Arménie au compte de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Influencés par l'idée d'une Arménie qui s'étendrait d'une mer à l'autre, les hommes d'Etat arméniens ne voulaient point lier leur sort à celui des républiques du Caucase. Il convient de remarquer que le territoire arménien, à l'époque, était en fait l'équivalent de ce qu'est aujourd'hui l'Arménie soviétique, mais que ses dirigeants rêvaient des frontières de l'Arménie historique.

Des essais tendant à unifier les républiques du Caucase furent aussi faits en Europe, et ce, par l'intermédiaire des Anglais. Le représentant britannique, M. R. Vansittard, secrétaire particulier à l'époque de Lord Curzon et actuellement adjoint permanent du ministre des Affaires étrangères, fit savoir aux représentants des délégations des trois républiques de Transcaucasie que s'ils arrivent à résoudre le différend qui les sépare pour ne former qu'un bloc unique devant les Alliés, le Conseil Suprême s'intéressera au sort de la Transcaucasie. Il ajoutait qu'un accord de ce genre entre eux produirait une impression favorable sur la conférence qui devait s'ouvrir à San Remo. M. Vansittard souligna notamment l'importance que présentait la solution de la question de Batoum, c'est-à-dire la question du débouché sur la mer libre et il déclara que cette solution pouvait être trouvée dans le memorandum de la délégation azerbaïdjanienne qui suggérait l'établissement d'un contrôle mutuel sur ce territoire en litige. Les représentants des trois républiques prirent en considération les suggestions de M. Vansittard dont les efforts furent considérables pour arriver à un accord entre peuples du Caucase. Après examen de la question, les représentants des trois républiques caucasiennes trouvèrent facilement le moyen de résoudre les questions en litige en proposant de recourir aux principes d'arbitrage. Et quant à la question de Batoum, son examen fut retardé en raison de sa complexité et du manque de temps, quitte de la reprendre à San Remo où se rendirent les représentants des républiques de Transcaucasie.

L'examen de la question reprit donc à San Remo. Les délégués géorgiens et azerbaïdjanais se mirent d'accord. Les Azerbaïdjanais reconnaissaient la souveraineté de la Géorgie sur Batoum à condition que les intérêts de l'Azerbaïdjan fussent garantis, notamment le droit d'avoir

un débouché sur la Mer Noire. La chose fut autrement complexe avec les Arméniens qui exigeaient de la Géorgie la mise à leur disposition d'une partie du port de Batoum et une zone territoriale pour la construction d'une ligne de chemin de fer jusqu'en Arménie, zone qui serait devenue territoire arménien. Ces revendications arméniennes soulevèrent évidemment un mécontentement général parmi les membres de la délégation géorgienne. Les discussions entre les trois délégations allèrent s'accroissant. Moins intéressés dans la question que les autres délégations, les Azerbaïdjanais s'efforcèrent d'apporter un peu de calme dans les esprits; de son côté, M. Vansittard demanda aux membres de la délégation azerbaïdjannaise d'user de son influence auprès de la délégation géorgienne pour le salut et les intérêts vitaux de la Transcaucasie; il faisait ressortir que si les Alliés hésitent à donner un appui matériel aux peuples de Transcaucasie, c'est uniquement en raison des dissensions qui existent entre eux et c'est pourquoi il est de toute nécessité qu'un accord de principe conçu entre les trois républiques de Transcaucasie soit présenté dûment signé par leurs délégués à Lord Curzon afin qu'il en soit donné connaissance à la Conférence. Pour ce qui est de la ville de Batoum, M. Vansittard suggérait l'idée de la proclamer *ville libre* sous le contrôle de la Société des Nations. Les divergences entre l'Arménie et la Géorgie s'aggravèrent encore davantage lorsque les Arméniens exigèrent que la rivière Tchoukhouz servît de frontière à la Géorgie. Voyant la gravité des difficultés, le représentant britannique souligna une fois encore que si l'accord entre délégations transcaucasiennes n'était point signé sur-le-champ, c'est-à-dire au moment même où le Conseil Suprême l'attend, il se désintéressait de l'affaire et les responsabilités de l'échec seront impliquées aux représentants de Transcaucasie. Mise ainsi dans une situation exceptionnellement difficile, la délégation géorgienne estima qu'elle ne pouvait prendre sur elle une pareille responsabilité, aussi demanda-t-elle de surseoir à sa réponse afin qu'elle puisse se mettre en rapport avec son gouvernement. Ce que voyant, M. Vansittard fit, le 24 avril, la déclaration suivante :

« J'ai fait tous mes efforts pour qu'un accord se fit entre vous et qu'il fut ainsi possible de le communiquer en temps voulu au Conseil Suprême. Mes conseils amicaux sont restés sans effet, et il a fallu même que j'en arrive à décliner toute responsabilité. Si pénible que cela soit, je suis obligé de déclarer au nom de Lord Curzon dont vous connaissez l'amitié pour vos pays et qui a tant contribué en janvier à votre reconnaissance *de facto*, que l'accord au sujet de la mise à la disposition de l'Arménie, en toute propriété, d'une ligne de chemin de fer à travers la province de Batoum avec embranchement vers l'Ouest, devait, selon lui, être signé, faute de quoi, c'est vous tous qui répondrez. Je fais appel, en la circonstance, à la délégation géorgienne.

« Ce que je viens de vous dire est le point de vue du Gouvernement britannique, mais je crois que le Conseil Suprême sera du même avis. Et maintenant je vous laisse, le reste dépend de vous. »

Malgré cette déclaration, l'accord ne fut point signé.

Tel fut ce moment, moment où l'Angleterre et, avec elle, toutes les autres Grandes Puissances étaient intéressées à apporter une solution au problème du Caucase. Malheureusement on laissa échapper ce moment du fait de l'incompréhension de la gravité de la situation et de l'intransigeance

des représentants des peuples de Transcaucasie. Une manifestation publique de l'unité de la Transcaucasie à la Conférence d'une si grande importance que celle de San Remo où se poursuivirent des négociations sur le naphte en particulier, aurait eu une grande portée sur les républiques du Caucase. Il est certain que la question du Caucase aurait été, grâce à l'appui de l'Angleterre, une fois encore examinée et il n'aurait pas été impossible de recevoir un soutien matériel et moral de la part des Alliés. Le stade suivant aurait certainement permis aux républiques de Transcaucasie d'entrer comme membres à la Société des Nations. La question aurait dès lors été transportée dans l'arène internationale. Dans la situation si précaire dans laquelle se trouvaient les bolcheviks à l'époque, cet acte aurait joué un rôle considérable dans le sens d'un renforcement d'autorité des petites républiques de Transcaucasie. En même temps cela aurait été un encouragement pour les peuples du Caucase qui auraient eu l'impression que leur pays est défendu. Malheureusement, une faute historique fut commise à ce moment et les représentants des peuples de Transcaucasie ne furent point suffisamment perspicaces.

M. Y.



La crise de la politique des kolkhoz

La situation actuelle de la Russie soviétique est l'un des moments les plus caractéristiques du chaos économique dans lequel se trouve plongée la dictature bolcheviste ; elle est le résultat de cette confuse théorie du bolchevisme qui répond si bien à la psychologie usurpatrice des oppresseurs des peuples asservis de Russie.

L'état d'extrême misère et de délabrement dans lequel se trouve ces peuples, résultat de la politique de pillage adoptée par les bolcheviks ne peut être autrement expliqué que par le désir de conserver le pouvoir, que de jouir le plus longtemps possible des privilèges que confèrent à ce régime cette dictature qui s'exerce sur toutes les parties du territoire de l'U.R.S.S. au nom d'un prétendu prolétariat. Du fait d'expériences sans nombre pratiquées au nom de prétendues formules socialistes, les bolcheviks vouent à la famine des millions d'individus, ruinant et exterminant les masses populaires de l'Ukraine, du Caucase, du Don et du Kouban, du Turkestan, de l'Idel-Oural. A quelle excentricité nouvelle auront encore recours les bolcheviks pour sortir de la tragique impasse dans laquelle se trouve en ce moment la vie économique et politique de la Russie soviétique. Il serait difficile de le dire. Mais ce qui est incontestable, c'est que le problème de la chute du bolchevisme à une date plus ou moins rapprochée étant posée, l'on se demande, en présence des nouvelles terrifiantes qui arrivent de Russie, combien de temps encore peut durer un pareil régime. De toute évidence, le degré d'exaspération des masses ne suffit pas pour prédire la date où cet événement se produira, aussi devons-nous chercher la solution dudit problème dans les faits nouveaux qui apparaissent à l'horizon de l'édifice soviétique.

Parmi tous les « succès » réels ou supposés, surtout dans l'industrie, authentiques ou grossis, il est une question qui domine les autres, c'est celle de l'économie rurale, celle du pain. Dans un article sur la Russie soviétique, le rédacteur du *Daily Telegraph*, M. Mur, donne des détails sur l'état de l'économie rurale en U.R.S.S. On lit : « Le plan quinquennal économique abonde en lacunes de toute sorte ; et s'il arrive même que dans certaine branche de l'industrie l'on constate quelque succès, il se trouve complètement annihilé par les échecs dans d'autres domaines. Dans le même temps l'on ne constate aucun succès dans le plan quinquennal de l'économie rurale. »

Ce n'est qu'en ce moment que l'on constate les résultats de cette révolution agraire sans exemple qui s'est opérée en U.R.S.S. sous forme de collectivisation des exploitations paysannes individuelles. Cette révolution agraire avait pour but, non seulement d'élargir la surface des ensemencements, mais encore d'améliorer la technique en agriculture afin que les collectives ainsi créées (sovkhoz et kolkhoz) pussent fournir à l'Etat une grande quantité de grain.

Au moment où furent créés les sovkhoz « géants », autrement dit, ces fabriques de grain, on escomptait que des centaines de millions de tonnes de grain viendraient remplir le sac bolchevik. Lorsque fut entreprise la « dékoulakisation » de la campagne, lorsque des centaines de milliers

d'exploitations individuelles, riches et bien agencées furent anéanties sans pitié, on tablait sur la disparition de l'élément koulak, petit-bourgeois, élément qui mettait obstacle à l'application des plans gigantesques de la construction socialiste.

L'automne dernier devait montrer à tous les résultats de l'expérience bolcheviste, expérience qui a coûté si cher aux peuples asservis, qui a fait tant de victimes et couvert le pays de tant de ruines. Il s'agissait de savoir si les kolkhoz remplissaient leur mission, si ces collectives étaient en état de fournir à l'Etat le grain sans les difficultés que lui créaient, hier encore, les koulaks individuels. Il n'y a pas loin à aller pour trouver la réponse. Il suffit de lire la presse soviétique. Les documents sont si nombreux que point n'est besoin d'en lire beaucoup. Un seul suffit pour apprendre que la campagne de stockage des céréales s'effectue dans de très mauvaises conditions. Dans le Caucase du Nord, la Basse-Volga, l'Ukraine, c'est-à-dire dans les régions de céréales par excellence, les résultats du stockage sont insuffisants. Ce fait est indéniable; les données officielles en font foi. Voici du reste ce qu'écrivait l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* à la date du 18 novembre : « Le stockage des céréales se poursuit d'une façon peu satisfaisante. L'Ukraine est d'entre toutes les régions la plus retardataire. Une situation exceptionnelle, demandant une attention toute spéciale, s'est créée dans le Caucase du Nord. Cette région qui d'une manière systématique se refuse à exécuter le plan de stockage est extrêmement en retard par rapport à l'an dernier. Toute une série de rayons ont cessé en quelque sorte de livrer leur blé. La campagne du stockage au Caucase du Nord s'effectue dans les conditions d'une lutte acharnée de classes, en présence d'une résistance des plus vives des koulaks dont l'influence se fait sentir sur les éléments les moins stables des kolkhoz. Le koulak et ses partisans font l'impossible pour organiser le sabotage du stockage des céréales et pour faire échouer la campagne des semailles d'automne. »

Poursuivant, l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* déclare qu'« aucun motif réellement objectif ne justifie les proportions particulièrement insignifiantes du stockage des céréales dans le pays. Et cependant la collectivisation complète des exploitations individuelles, la reconstruction technique et le bon état de la récolte de cette année permettaient au territoire Nord-Caucasion d'occuper la première place à l'avant-garde des organisations du stockage des céréales. En réalité, il n'en a pas été ainsi. »

En ce qui concerne la situation en Ukraine, le secrétaire du Comité central du parti communiste, M. Khataevitch,, déclara ce qui suit, au cours d'une conférence des secrétaires du parti : « La réalisation du plan de stockage des céréales, chez nous (en Ukraine), est en ce moment bien peu satisfaisante... Et cependant la densité de l'Ukraine en matière d'économie rurale en U.R.S.S. varie entre 30 et 40 % pour les principaux produits agricoles. » (*Za Indoustrializatsion*, 15 novembre 1932.)

Si l'on prend maintenant en considération que la livraison du pain à la population des villes est réglementée et que la vente des grains sur les marchés des kolkhoz (lesquels pourraient faciliter le ravitaillement en pain) est interdite jusqu'au mois de janvier, l'on concevra facilement quelles suites peut entraîner un tel état de choses dans les opérations de stockage pour la population.

La situation n'est guère meilleure en ce qui concerne le stockage de

la pomme de terre. D'après les chiffres fournis par la *Pravda* du 20 novembre, le stockage de ce produit au 15 novembre a été réalisé dans les proportions de 56,3 %. La région de la Moyenne Volga a exécuté le plan dans les proportions de 29,6 %; l'Ukraine, dans les proportions de 34 %. Le stockage s'effectue si lentement que dans certains rayons, les autorités locales, comme par exemple dans la région de Moscou, il a fallu interdire la vente des pommes de terre sur les marchés des kolkhoz. C'est ainsi que dans nombre d'endroits, la population ne peut, non seulement se procurer du blé sur les marchés des kolkhoz, mais aussi de la pomme de terre.

Comme on peut le voir, l'état déplorable du stockage est officiellement reconnu. La question, à présent, est de savoir quelle est la véritable cause d'un pareil état de choses. Faut-il l'attribuer aux tendances des « koulaks » réfugiés dans les kolkhoz, ainsi que le prétendent les journaux soviétiques, à un manque d'énergie des organisations du parti qui auraient dû encourager le stockage, ou bien au caractère même du système des kolkhoz; faut-il enfin l'attribuer à la psychologie du kolkhoznik, héritier de la psychologie de l'ancien paysan et qui refuse de livrer son blé, de travailler du moment qu'il n'y a plus de propriété, qu'il n'a plus le droit de disposer du fruit de son travail. La presse soviétique porte, en premier lieu, ses accusations, sur les tendances de certains groupes de kolkhozniks, sur le mauvais travail des communistes, etc. La psychologie des koulaks serait, paraît-il, à ce point puissante, qu'elle étend son influence sur les représentants incomplètement « conscients » du parti, les obligeant même à être les complices des éléments koulaks. Une lutte sans merci a été de ce fait déclarée à l'« opportunisme » et aux tendances déviatrices. A en juger par les communiqués des journaux soviétiques, cette lutte se poursuit avec acharnement dans le Caucase du Nord où une forte opposition aux mesures du stockage a été observée. L'on y procède à l'« épuration » des cellules communistes; à cet effet, l'on a eu recours à la mobilisation des ouvriers des villes. La presse de Moscou exige que des mesures plus sévères soient prises. L'on conçoit quelles peuvent bien être ces mesures; elles rentrent dans le cadre de celles déjà prises à l'époque de la collectivisation à outrance et qui consistent à exterminer les koulaks en tant que classe. La lutte a été également proclamée contre le vol des céréales dans les kolkhoz, contre la vente clandestine du blé, mais malgré les mesures rigoureuses qui ont été prises il ne semble pas qu'il ait été possible de remédier à cet état de choses. La *Pravda* du 19 novembre ne signale-t-elle pas que la session du tribunal régional du Territoire Nord-Caucasien a condamné à mort d'anciens kolkhozniks communistes pour avoir soustrait du blé des kolkhoz.

C'est sous sa forme la plus rigoureuse que les autorités sont amenées à appliquer contre les paysans des kolkhoz le décret qui préserve de tout atteinte tout ce qui constitue la propriété publique, reconnue comme « sacrée ».

De ce qui précède l'on peut conclure que si la « dékoulakisation » sans trêve ni répit a eu pour but d'exterminer l'élément petit-bourgeois à la campagne, le résultat n'a pas été atteint. Les koulaks, par un effet qui tient du prodige, sont encore debouts. Le processus d'extermination n'est pas encore terminé. L'on a commencé d'abord par détruire les propriétaires fonciers, en tant que représentants de la bourgeoisie, puis

33775



l'on a exterminé les paysans aisés afin de pouvoir préparer les opérations de la collectivisation des campagnes. Et voici qu'à présent, il faut détruire les récidivistes, après le processus de « dékoulakisation » dans ces mêmes kolkhoz qui devraient être les bastions du collectivisme et les fondements de la construction socialiste. Pour tout observateur impartial, il est clair que la masse paysanne continue, dans les kolkhoz, à s'orienter selon ses conceptions d'autrefois. C'est là le facteur le plus significatif, le plus important de la réalité soviétique actuelle. Et bien que la presse soviétique s'efforce de montrer que tout, dans les kolkhoz, marche d'une manière satisfaisante, et que seules les « intrigues » des koulaks encore debout et l'appui que leur prêtent les éléments communistes inconscients retardent la victoire du plan soviétique, il n'en est pas moins vrai que nombreux sont les chefs communistes qui commencent à comprendre la véritable situation. Ils se rendent compte que la question n'est pas dans les événements passagers, occasionnels, mais dans le manque d'intérêt que manifestent les gens des kolkhoz, de travailler ainsi dans les conditions actuelles. Ce qui a été reproduit ci-dessus sur la situation des kolkhoz en Ukraine n'est pas l'œuvre d'éléments déviateurs ou contre-révolutionnaires, mais bien les déclarations de l'un des membres du parti parmi les plus en vue, du Secrétaire du Comité central de l'Ukraine, M. Khataevitch :

« Nous devons, dit-il encore (*Za Industrializatsion*, 10-11), nous rendre compte, que le kolkhoznik, hier encore paysan individuel, n'entre pas dans le kolkhoz pour nous être agréable, pas plus que pour nous aider à mettre en pratique nos résolutions. Il faudrait qu'un intérêt matériel le retienne, qu'il voit un avantage dans la vie du kolkhoz. Si donc aucun intérêt ne l'attire au kolkhoz, il restera indifférent à toute chose. »

Comme on le voit, ledit rapport met en garde le parti contre les tendances d'idéaliser le kolkhoznik : « Les survivances du propriétaire petit-bourgeois, déclare plus avant M. Kataevitch, sont encore fortement incrustées dans l'esprit du kolkhoznik et c'est pourquoi s'il trouve la possibilité de ravir quelque chose à l'Etat, à son profit, il ne manquera pas de le faire. Mais on idéalise le kolkhoznik sous un autre angle lorsqu'on s'abstient de lui réserver un stimulant matériel, un intérêt quelconque dans la production en général. C'est ce qui explique pourquoi, en Ukraine, de nombreux kolkhoz sont en fort mauvais état. »

Développant son idée, M. Khataevitch montra la façon dont sont traités les kolkhoz par l'administration; on lit : « L'ordre est donné aux kolkhoz, sans les interroger au préalable, d'envoyer un certain nombre de chevaux ou de machines à tel ou tel endroit; on prend tour à tour au kolkhoz le cheval pour le chef de rayon, la voiture ou la maison, on le force à louer à son compte des gens qui n'appartiennent pas au kolkhoz, etc... » Selon M. Khataevitch, il faudrait faire de manière à ce que le kolkhoznik sût et se rappelât, que lui seul et son kolkhoz sont les maîtres du bien qui constitue ledit kolkhoz. Mais c'est précisément en cela que réside l'utopisme de l'expérience bolcheviste. Est-il possible de remplacer l'intérêt personnel du paysan envers son bien à lui par l'intérêt au profit de l'économie kolkhozienne ? Voilà la question fatale qui se pose en ce moment devant le système bolcheviste, question qu'il essaie de négliger. Comment pourrait-

on harmoniser le stimulant de l'intérêt personnel, la libre disposition du fruit de son travail avec le collectivisme bolchevik. Les politiciens bolcheviks s'efforcent en ce moment de conserver, d'une part, le système des kolkhoz avec ses éléments nettement hostiles à toute idée de propriété, et, d'autre part, de créer un stimulant approprié au système bourgeois. Tel est l'esprit du décret qui s'oppose à toute tentative de prendre des terres aux kolkhoz; telle est encore la signification de la loi que viennent de publier les *Izvestia* du 20 novembre, interdisant de disposer arbitrairement des biens des kolkhoz, de leurs produits, de leur argent.

Ces mesures tendant à encourager l'intérêt individuel sont foncièrement contraires à l'idée même de l'économie bolcheviste, de la même manière que lui était contraire l'ancienne *NEP*. La « légalité révolutionnaire » tendant à garantir les droits des kolkhozniks en ce qui concerne leurs biens, et qui ont pour but de créer un intérêt individuel dans l'économie kolkhozienne, se heurte fortement à la ligne des nouvelles recherches, des nouveaux conspirateurs à la campagne, à la ligne d'une lutte sans merci contre l'esprit koulakiste et petit-bourgeois. Harmoniser ces lignes, c'est l'une des nouvelles utopies des tendances nouvelles.

L'expérience des kolkhoz traverse une crise des plus graves; c'est de la manière dont cette crise sera résolue que dépend le sort, non seulement de l'économie rurale en Russie, mais de tout le système, étant bien entendu que l'économie rurale et la campagne restent les facteurs décisifs de cette solution.

Ibrahim TCHOULIK.



LA MER NOIRE

A l'heure actuelle, alors que l'horizon de l'Europe se couvre de nuages et que l'atmosphère politique devient lourde et inquiétante, il serait bon que chaque problème d'ordre politique soit clair et précis, que chaque question qui contribue à la stabilisation de la paix soit minutieusement étudiée et mise au point, il faudrait, disons-nous, que tout ce qui pourrait éclairer la situation actuelle soit compris et bien défini.

Tandis que l'Occident, théâtre d'une lutte entre partisans et adversaires des traités de 1919 voit se former des blocs d'Etats divisés sur cette question, que les problèmes résultant de cette lutte touchent à des questions bien définies, l'Est de l'Europe semble se couvrir d'un voile d'incertitude à travers lequel l'opinion publique européenne ne peut trouver une solution susceptible de lui faire comprendre la situation actuelle, de lui faire saisir et prévoir les événements qui sont prêts à se dérouler.

L'objet de cet article n'est pas d'analyser et de traiter la situation actuelle de l'Est de l'Europe dans son entier, mais dans la mesure du possible, de présenter à nos lecteurs un de ces problèmes qui, d'après nous, est d'une importance primordiale pour la solution du problème général de l'Est de l'Europe et qui doit être bien défini au point de vue politique, national et économique. Ce problème est celui de l'existence d'un bloc d'Etats indépendants — riverains de la Mer Noire, c'est-à-dire d'un bloc composé de l'Ukraine et des Etats du Caucase confédéré — Caucase du Nord, Géorgie et Azerbaïdjan. Dans le dernier numéro de *Prométhée*, l'auteur de l'article de fond écrit, non sans raison, que ces Etats peuvent constituer avec la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie, « un faisceau d'Etats libres » qui « ouvrent, avec leurs richesses, des horizons infinis à l'activité commerciale et industrielle du monde entier ».

Pour bien comprendre l'importance de cette question, qu'il nous soit permis de rappeler quelques faits, empruntés à l'histoire et pas très éloignés. L'on sait qu'au cours du xix^e siècle deux questions constituaient la base de la politique internationale : les relations franco-allemandes d'une part et les questions dites d'Orient, c'est-à-dire les affaires des Balkans, la question des Détroits, celle du Danube, etc., autant de questions qui ont provoqué bien des conflits et déchainé plusieurs guerres.

L'on sait également que l'ancien empire russe jouait un rôle de premier plan dans toutes ces questions, plus particulièrement dans la question des Balkans, dans celle des Détroits, etc. Tout le xix^e siècle a été marqué par l'immixtion constante de la Russie dans les affaires des Balkans et nul n'ignore que le Gouvernement russe se montra toujours le défenseur et le protecteur des populations slaves contre la Sublime Porte, tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique. Mais ces tendances soi-disant « libératrices » de l'ancienne Russie envers les peuples des Balkans masquaient purement et simplement des tendances d'expansion, voire même d'acquisition de nouveaux territoires, de nouveaux champs d'action, ce qui donnait naissance à de nouveaux appétits russes. Elle commence tout d'abord par s'implanter en Ukraine qu'elle subjugué peu à peu au

xvii^e siècle, elle prend ensuite possession des bords de la Mer Noire, sous Catherine II et après une lutte longue et sanglante elle s'empare du Caucase. Au début du xx^e siècle la Russie ne cachait plus son vif désir de posséder les Détroits, de protéger les Lieux Saints, et par une action de grande envergure de pénétrer dans le cœur de l'Asie par la Perse et par le Pamir, sans toutefois négliger de continuer à exercer son influence dans les Etats des Balkans qu'elle protégeait. Au moment même de la grande guerre la convention de Saint-Jean-de-Maurienne conclue avec les alliés ne laisse aucun doute sur les desseins de la Russie; l'orgueil russe apparaissait dès lors au grand jour.

Mais la révolution russe de 1917 et les traités de paix de 1919 ensuite coupèrent court à cette politique russe, tandis que l'aspect des questions d'Orient évoluait dans un sens tout différent de celui du xix^e siècle.

C'est tout d'abord la question touchant à la protection des populations slaves des Balkans, populations sur lesquelles la Russie d'avant-guerre s'attribuait le rôle de protecteur religieux et politique. Or, la Turquie actuelle se trouve dans un état tel qu'elle ne peut et, il faut le croire, ne veut pas prétendre à dominer les Bulgares, les Serbes, les Slovénes, les Moldo-Valaques, etc. Ainsi l'un des éléments contre qui était dirigée l'activité agressive de la Russie d'autrefois est hors de jeu. D'autre part, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, la Bulgarie existent déjà depuis longtemps comme Etats indépendants et bien qu'il y ait parmi eux des gens « contents » et « mécontents », ces Etats en général n'ont pas besoin d'un protecteur aussi bien religieux que politique. Or, la question d'un protectorat quelconque, malgré les tendances de certaines grandes puissances d'Europe, n'existe pas officiellement dans les Balkans.

Vient ensuite la question des Détroits à laquelle s'est tant intéressée la politique russe. Cette question est aujourd'hui réglée, d'une façon définitive ce nous semble, par le traité de Lausanne. Ce traité comme on sait a démilitarisé, neutralisé et internationalisé les Détroits, si bien que le régime actuel du Bosphore et des Dardanelles n'inspire aucune inquiétude évidente pour l'avenir. Ce régime a pour ainsi dire supprimé tout caractère aigu à cette question.

Il en est de même de beaucoup d'autres, comme par exemple la question du Danube qui, évoluant pendant tout un siècle, a trouvé sa solution dans le régime actuel et pour longtemps, il faut l'espérer.

Ces brèves remarques suffisent pour montrer jusqu'à quel point l'aspect et le caractère international des questions d'Orient ont changé au xx^e siècle.

Il convient encore d'ajouter qu'un des principaux intéressés, celui qui joua le rôle le plus important, la Russie tzariste, a disparu. Elle a trouvé des successeurs en les personnes qui dirigent à présent les destinées de Moscou la Rouge et qui essayent de reprendre la vieille chanson, mais avec d'autres moyens. En effet, après avoir accaparé les territoires de l'Ukraine, devenue indépendante en 1918, et du Caucase, qui à l'époque également retrouva sa liberté, la Russie bolcheviste réoccupa, après une guerre sanglante de quatre ans (1917-1921) avec ces Etats, les bords de la Mer Noire, on la vit aussitôt reprendre l'ancienne politique tzariste vis-à-vis des Balkans, de l'Asie Mineure, des Détroits, de la Perse, des Indes. La propagande intense qu'elle mène dans ces pays respectifs, dangereuse pour eux

au point de vue national, présente au point de vue international un caractère aussi troublant que la politique de l'ancienne Russie.

Les questions dites d'Orient sont-elles donc définitivement réglées par les traités de paix ?

Que non évidemment, et voici pourquoi :

Tout d'abord parce que, si elles sont résolues au point de vue des idées du XIX^e siècle, elles ne le sont pas selon les vues du XX^e siècle, car l'axe des questions d'Orient du XIX^e siècle s'est déplacé au XX^e siècle des Balkans et des Détroits vers la Mer Noire, notamment sur son littoral Nord et Est. Le problème reste donc à résoudre, puisque les traités de paix n'ont pas touché au problème de l'Ukraine ni à celui du Caucase.

Nous nous permettrons d'aller plus avant et de dire que le fait même que la Russie rouge possède les bords de la Mer Noire n'apporte aucune garantie à la stabilisation du régime actuel établi par les traités de paix pour le Proche-Orient. La présence des bolcheviks sur la Mer Noire ne donne aucune possibilité de considérer comme intangible le *statu quo* non seulement parce qu'ils menacent d'ébranler les bases de ces traités, contrairement à leurs doctrines, mais parce qu'ils n'ont aucun moyen ni aucun intérêt pour eux-mêmes à contribuer à l'existence de ce *statu quo*.

Il est inutile de mentionner ici qu'ils ne peuvent pas être des agents du développement commercial et économique dans cette partie du monde. Le trafic actuel de la Mer Noire et des Détroits montre que les échanges d'aujourd'hui sont de beaucoup inférieurs à ceux d'avant guerre.

Nous pouvons donc *à priori* affirmer que tant que le problème de la Mer Noire ne sera pas réglé d'une façon juste et définitive, l'ensemble des questions d'Orient ne sera pas résolu. Et comme, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, l'axe des questions d'Orient s'est déplacé pour passer des Balkans et des Détroits, au littoral Nord et Est de la Mer Noire, c'est-à-dire en Ukraine et au Caucase, ce problème — celui de l'indépendance de ces pays — devient un problème d'entre tous le plus important. le plus immédiat dans l'Est de l'Europe.

L'on peut nous demander si la reconnaissance de l'Ukraine indépendante et du Caucase libre assurera la stabilisation de la paix dans le Proche-Orient en général ?

Il est indiscutable que oui, et voici pourquoi :

1° Parce que ces pays, une fois redevenus indépendants et libres, rentreront dans la vie internationale, qu'ils accepteront le régime actuel établi par les traités de paix pour les Balkans et les Détroits et que leur intérêt vital leur commande de rendre ce régime stable;

2° Formant un bloc compact en politique par rapport au voisin du Nord, c'est-à-dire de la Russie, politique qui ne peut être qu'identique, ayant à défendre leur indépendance et leurs libertés, ce bloc d'Etats qui de son aile gauche touche à la Pologne, qui passe par les pays amis des Cosaques du Don, du Kouban et de l'Oural, et par son aile droite atteint les peuples opprimés de l'Asie, le Turkestan et autres, arrêtera pour toujours les tendances impérialistes de la Russie, qu'elle soit rouge ou blanche; il mettra un frein aux tendances agressives dirigées vers les Balkans, vers les Détroits, vers la Perse ou vers les Indes;

3° Au point de vue économique, l'existence de l'Ukraine et du Caucase comme pays indépendants fera de la Mer Noire un champ favorable au commerce, car l'Ukraine et le Caucase, aussi bien que les autres pays riverains, formeront un système économique étroitement lié dont le rendement ne pourra que s'intensifier, qu'attirer l'attention des commerçants du monde entier. Les richesses de ces pays exploitées selon les méthodes et les doctrines appliquées dans le monde civilisé provoqueront des échanges entre pays, ce qui amènera une intensification du trafic dans les Détroits et la Mer Noire. Il est même difficile de prévoir l'importance du développement économique de ce centre commercial.

Il est donc de tout intérêt d'approfondir l'étude de ce problème; nous laisserons ce soin aux spécialistes, aussi bien aux hommes politiques qu'aux économistes, mais il est absolument nécessaire d'éclaircir ce problème dans tous ses détails, problème que nous appellerons simplement le problème de la Mer Noire, lequel englobe un bloc d'Etats libres, riverains de la Mer Noire.

Pour terminer nous dirons seulement qu'avec l'existence de l'Ukraine indépendante et du Caucase libre, le règlement de la question du Proche-Orient et de l'Est européen trouvera sa juste solution.

Dmytro Boug.



Au Turkestan

Sur le chemin de fer d'Asie centrale

Nous empruntons au journal d'Achkhabad *Tourkmenskaïa Iskra* du 11 octobre, l'information suivante, concernant la situation sur le chemin de fer d'Asie centrale, la plus grande voie ferrée du Turkestan :

« La basse qualité technique des ouvriers du chemin de fer d'Asie centrale a eu pour résultat de placer cette ligne au premier rang en U.R.S.S. pour le nombre d'accidents, d'irrégularités, de lacunes dans son exploitation. D'un examen des connaissances techniques propres aux ouvriers de la première catégorie, il ressort que lesdites connaissances sont exceptionnellement défectueuses. Il est établi que 40 % des ouvriers ignorent les règles fondamentales de la technique, qu'au service de la traction, 75 % des travailleurs font un travail qui ne donne point satisfaction; il en est de même dans les services de la voie où ce chiffre s'exprime par 48 %, et pour l'exploitation 50 %; au service des constructions, il est de 100 %. Cet ensemble constitue une moyenne d'ignorants en technique de 62 %.

Du fait de cette ignorance technique, les chefs de gare d'Arys, de Merv et de Karchi ont été congédiés; ont été également congédiés : onze réviseurs et chefs d'équipe.

Il convient de signaler que les stations d'Arys, de Merv, de Karchi, dont les chefs ont été congédiés pour *ignorance technique*, sont des gares importantes. Arys, par exemple, se trouve au croisement des grandes lignes Turkestan-Sibérie et Asie centrale. De la gare de Merv se détache la bifurcation sur Kouchk et de Karchi celle de Kerki. Si donc des gens ignorants en technique occupaient des postes de cette importance, que penser des simples chefs de station en fait de connaissances techniques.

Pour 17,5 kil. de coton

Le journal *Sotsialdi Kazakstan* (24-10) signale que deux femmes des Keless, près de Tachkent, les nommées Danabek et Kodoulkerim, ont été condamnées respectivement à deux années et à dix-huit mois de prison pour avoir dissimulé en tout et pour tout 17,5 kil. de coton. Avec le système des kolkhoz soviétiques, la population du Turkestan est privée de la possibilité de disposer, ne serait-ce que d'une partie de la laine que les femmes Kazak-Kirghizes utilisent pour ouater les vêtements et couvertures en hiver. Cette circonstance les a amenées à remplacer la laine par du coton; mais il se trouve que le coton aussi est collectivisé. Voilà pourquoi, pour avoir « volé » du coton de l'Etat ces deux femmes Kaza-Kirghizes, pauvres de condition, ont été emprisonnées. Pendant ce temps leurs enfants, manquant de vêtements chauds, subissent les rigueurs du froid.

De l'impossibilité malgré tout de récolter le coton

Au mois d'octobre, le Turkestan devait, exceptionnellement, livrer 75 % de la récolte de cette année. Les chiffres officiels fournis par le journal *Pravda Vostoka*, du 30 octobre, montrent que ce plan est loin d'être rempli. C'est ainsi

que l'Uzbekistan n'a livré que 51,9 % de récolte; le Turkmenistan en a livré 44,5 %; le Kirghizistan, 47 %; le Karakalpakstan, 47,4 %, et le Tadjikistan, 39 %.

Les plus retardataires sont les sovkhoz. A l'exception du Kazakstan, les sovkhoz du Turkestan devaient préparer et livrer, cette année, 39.300 tonnes de coton. Or, il n'a été préparé que 12.144 tonnes; les sovkhoz d'Uzbekistan n'ont préparé que 17.784 tonnes (32,7 %) au lieu des 33.000 prévues; les sovkhoz du Turkmenistan en ont préparé 660 au lieu des 2.200 prévues; les sovkhoz du Tadjikistan 166 au lieu des 2.500 prévues; les sovkhoz du Kirghizistan n'en ont préparée que 30 %, et les sovkhoz du Karakalpakstan 40 %.

Telle est la réponse du Turkestan à la culture obligatoire du coton imposée par le pouvoir soviétique.

Dans les partis communistes du Turkestan

D'après les chiffres officiels, le nombre des membres inscrits dans les organisations du parti en Asie centrale, c'est-à-dire en Uzbekistan, Turkmenistan, Tadjikistan, Kirghizistan et Karakalpakstan, s'élève à 127.000 dont 68.134 stagiaires (plus de la moitié). La presse soviétique souligne la présence parmi ces membres d'un grand nombre d'illettrés, ne sachant ni lire ni écrire. Parmi les stagiaires on en compte 27.093, c'est-à-dire 22,3 %. Le Karakalpakstan en compte 45,8 %. L'Uzbekistan en compte le moins, bien que les lettrés ne soient pas nombreux non plus. Dans 14 organisations de rayon le nombre d'illettrés varie entre 40 et 60 %; dans trois rayons ce nombre varie entre 60 et 80 %. (*Pravda Vostoka* du 1^{er} novembre).

Au Karakstan le nombre de membres inscrits dans les organisations du parti s'élève à 91.736 dont 51.143 stagiaires. Les Kazaks, membres ou stagiaires dans le parti, constituent les 51,5 %. Ici encore, on compte un grand nombre d'illettrés.

Un examen plus approfondi des chiffres et de la répartition « géographique » des gens du parti au Turkestan, montre en toute évidence que le rôle dirigeant dans les organisations du parti, conséquemment de toute la politique soviétique du Turkestan continue à rester, en dépit des déclarations verbales des bolcheviks moscovites, dans la main des Russes.

Opinion bolcheviste sur les journaux turks

Les bolcheviks toujours prêts à parler de l'amitié qui les lie à la Turquie actuelle ne laissent passer aucune occasion de médire de ce pays qu'ils représentent aux yeux des habitants du Turkestan sous des couleurs peu attrayantes. Voici du reste l'opinion émise par la *Pravda Vostoka*, journal de Tachkent, sur les journaux turcs :

« En Perse, en Turquie, en Afghanistan paraissent des journaux, soit de caractère religieux publiant des choses sur lesquelles discutaient il y a quelque mille ans des ulémas de la Mecque ou de Médine, soit des feuilles qui ont adopté les côtés les plus négativement odieux de la presse jaune bourgeoise. La presse turque peut, à ce sujet, servir d'exemple, attendu qu'elle reproduit abondamment les beautés européennes et mondiales plus ou moins nues, qu'elle publie de multiples aventures et des romans pornographiques. » (*Pravda Vostoka* du 30 octobre).

RÉUNIONS " PROMÉTHÉE "

Le jeudi 24 novembre, dans les locaux de la rédaction de *Prométhée* a eu lieu la conférence de M. Nicolas Kovalsky sur

L'Hetman Mazeppa et sa vie

Au cours de sa conférence M. Kovalsky a démontré devant les auditeurs le rôle de Mazeppa dans la lutte de l'Ukraine contre Moscou. Après avoir donné une biographie détaillée de Mazeppa, de son éducation, de son activité avant d'être élu hetman de l'Ukraine, le conférencier a brossé une caractéristique de Mazeppa comme personnalité, comme homme d'Etat éminent, politicien subtil, diplomate plein de finesse, comme chef militaire, doué d'un sentiment de pondération et d'équilibre. Mais en dehors de ces qualités qui l'ont placé au-dessus de ses contemporains, l'hetman Mazeppa fut un lettré plein d'érudition, un philosophe distingué, un poète et un artiste de premier plan.

Ayant ensuite parlé de la situation de l'Ukraine à l'époque de Mazeppa, laquelle était divisée entre la Moscovie et la Pologne, le conférencier insista sur la tâche particulièrement lourde que l'illustre hetman de l'Ukraine dut assumer et à laquelle il donna toutes ses forces, toutes ses capacités, son talent afin de rendre l'Ukraine libre et indépendante.

Ensuite le conférencier analysa brièvement la politique de Mazeppa envers la Moscovie, la Pologne, la Turquie, la Suède et il expliqua que, dans toute son activité, l'hetman Mazeppa poursuivit un but unique : celui de placer l'Ukraine sur un pied d'égalité par rapport à ses voisins. Cette politique l'amena ainsi à conclure un traité d'amitié et d'alliance avec le Roi Charles XII, traité qui fut préparé par Mazeppa avec beaucoup de prudence et de persévérance.

Après avoir rappelé la guerre entreprise par Charles XII allié de Mazeppa contre Pierre le Grand, le conférencier remarqua que si le désastre de Poltava n'avait pas eu lieu, les destinées de l'Ukraine et de la Russie aussi bien que de toute cette partie de l'Europe auraient suivi d'autres chemins, car, ajouta-t-il, l'on ne doit pas oublier que Poltava ne marque pas seulement la défaite de Charles XII et de Mazeppa, mais aussi celle de l'Europe et de sa civilisation.

La conférence suivie avec attention par une nombreuse assistance, a suscité un vif échange de vues dont nous nous bornerons à résumer quelques passages.

Général *Djaparidze*. — Mazeppa fut un grand chef et un grand organisateur, mais il vécut à une époque où la conscience nationale n'avait pas encore suffisamment évoluée. La masse populaire ne le comprenait pas à cause peut-être de la religion orthodoxe qui l'attachait à Moscou. C'est là peut-être qu'il faut chercher la véritable cause de la défaite de Mazeppa.

M. *Amiradjibi*. — Mazeppa n'est pas pour nous un inconnu. A l'école on nous en a beaucoup parlé et nous savons que l'église russe lançait chaque année l'anathème contre ce « traître ». Cette lutte, menée avec tant d'acharnement contre le célèbre patriote ukrainien, parlait assez à notre imagination d'écolier pour que le nom de Mazeppa restât gravé dans notre mémoire... Il ne faut pas exagérer la victoire russe : à Poltava, c'est l'armée de Mazeppa qui fut battue, mais non point l'idée de Mazeppa qui reste toujours vivante, l'idée de liberté et de patrie.

M. *Mir Yacoub*. — A l'époque de Mazeppa l'idée de souveraineté nationale n'était pas encore claire et précise. L'église gardait encore toute son influence.

Le mouvement national, au sens contemporain du mot, faisait encore défaut non seulement en Ukraine, mais aussi en Europe. Placée entre la Turquie musulmane, la Pologne catholique et la Russie orthodoxe, l'Ukraine évoluait, de par la communauté de religion, dans l'orbite de Moscou qui en tira tous les profits pendant la guerre contre la Turquie. Quoi qu'il en soit, Mazeppa tenta, le premier, d'arracher l'Ukraine à l'emprise russe et de lui assurer la souveraineté. C'est là son grand mérite et sa gloire impérissable.

M. Chamba Balinov. — On a parlé ici d'erreurs militaires, d'influence religieuse et d'autres choses encore qui auraient déterminé l'issue de la bataille de Poltava. Je crois que la cause essentielle de la défaite de Poltava fut une erreur politique et plus particulièrement l'absence de toute entente entre peuples alors aux prises avec Moscou; ce fut la lutte menée séparément par ces peuples. Ils combattirent chacun pour son propre compte et Pierre le Grand les battit les uns après les autres. Car il ne faut pas oublier qu'à l'époque où Mazeppa entra en guerre contre Pierre le Grand, les Cosaques du Don luttèrent pour leur indépendance contre ce même ennemi. L'ataman du Don, Condration Boulavine, souleva alors tout le Don contre Moscou. Malheureusement un front commun ukraino-cosaque ne fut pas constitué, et ils furent tour à tour battus. Cette erreur politique s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Les Russes sont unis alors que nous, nous sommes désunis. Contre le front unique russe il faut dresser un front unique des peuples opprimés. C'est alors que nous pourrions briser le joug russe.

M. G. Gvazawa, qui préside, résumant le débat, évoque la légende de Mazeppa qui inspira tant de fois les grands poètes du siècle passé, Byron, Victor Hugo, Pouchkine, etc... « Rappelez-vous, dit-il, le coursier sauvage qui emporte le jeune Mazeppa, attaché sur son dos. Il vole, il court, à travers les steppes, poursuivi par des loups affamés; exténué, il tombe enfin, mais Mazeppa, nous dit Victor Hugo, « se relève roi ». C'est une image saisissante de l'idée même d'indépendance ukrainienne. Cette idée, elle aussi, a été enchaînée et depuis longtemps elle subit la rigueur de la politique russe; pourchassée par les loups de police, réduite au silence par la censure russe, elle faillit s'éteindre, mais voilà qu'elle se relève aujourd'hui, tel le « roi » dont parle Victor Hugo. Mazeppa personnifie cette idée qui rayonne maintenant sur le ciel des peuples opprimés de Russie, et leur montre la voie d'union à suivre pour la victoire finale. »

L'orateur remercie M. Kovalsky pour son intéressante étude et la séance est levée.

Revue de la Presse

L'Ukraine et la Russie

La question ukrainienne prend de plus en plus de l'ampleur dans l'opinion publique européenne. La revue mensuelle *Investigator* de Londres vient de publier dans ses colonnes un remarquable article de M. V.-K. Korostovetz, ancien secrétaire particulier de M. Sazonov.

En Angleterre, écrit-il, comme d'ailleurs dans d'autres pays européens, on ne se rend pas compte que l'Ukraine, dans un avenir tout proche, va devenir un facteur politique et économique des plus importants. On a des raisons solides de croire que l'Ukraine s'affranchira de l'emprise politique et économique de



la Russie. Dans ce cas l'événement aura une grande répercussion dans le monde. C'est pourquoi il importe de connaître l'histoire politique et les particularités sociales et économiques de l'Ukraine.

Après avoir jeté un coup d'œil sur ces particularités du pays, M. Korostovetz passe en revue les événements au cours desquels s'est accompli l'affranchissement de la Finlande, de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, mettant particulièrement en relief les persécutions dont furent victimes les populations de ces Etats aux temps de la domination russe :

Ces nouvelles formations d'Etat, continue-t-il, ne constituent, par leur étendue, qu'une dixième partie de l'ensemble du territoire de l'U.R.S.S. et qu'une quatrième par le nombre des habitants; néanmoins, elles achètent maintenant des marchandises britanniques en plus grande quantité que l'Union Soviétique; tous ces Etats ont peur d'une Russie indivisible et centralisée, indépendamment de sa forme de gouvernement, monarchique ou soviétique... Le but de tous ces Etats ainsi que de l'Ukraine est l'indépendance nationale, religieuse et économique; leur tendance commune est une orientation vers les pays occidentaux alors que la Russie court vers l'Asie et l'Extrême-Orient. Une Ukraine indépendante avec ses potentiels politiques et économiques pourrait, en plein accord avec les nouvelles formations d'Etat ci-dessus mentionnées, former un puissant contrepoids à la Velikorussie (Grande Russie). Ces tendances se seraient beaucoup affirmées si l'Ukraine indépendante avait coupé la Russie de la Mer Noire et de la Mer d'Azov et si les Etats sus-mentionnés l'avaient rejetée de la Mer Baltique en lui laissant seulement une petite bande de terre près de Léningrad. Lénine avait bien compris cette éventualité en transférant la capitale à Moscou, ville spécifiquement asiatique par ses traditions et son histoire...

L'Ukraine, dans sa tendance traditionnelle vers l'Ouest, par la Mer Noire et la Mer d'Azov par où doivent passer toutes sortes de marchandises européennes, a tout intérêt d'avoir des alliés, pénétrés du même idéal qu'elle-même. Elle les trouve en Crimée, parmi les Cosaques du Don et du Kouban, qui furent toujours de riches cultivateurs et un peuple épris de liberté. Elle les trouve aussi parmi les peuples du Caucase, circassiens, géorgiens et tatares, lesquels possèdent des richesses en blé manganèse (Tchiatouri), en pétrole (Bakou) et qui ont des relations suivies avec les pays européens d'une part et avec la Perse et la Turquie de l'autre. En 1918 un Congrès, dit des nationalités, eut lieu à Kiev; au cours de ce Congrès, il fut décidé de combattre la domination russe et de conquérir l'indépendance. Les insurrections en Géorgie, en 1924 et 1925, étouffées par les Soviets, prouvèrent suffisamment que seule une alliance avec l'Ukraine pourrait donner l'indépendance aux peuples du Caucase. Ceux-ci ont bien compris cette vérité, aussi travaillent-ils dans ce sens en ce moment d'accord avec l'Ukraine et avec les Turks.

Rappelant ensuite les richesses du Caucase, de l'Ukraine et de la Crimée, M. Korostovetz affirme que ces pays seraient de grands acheteurs de machines et de produits européens et qu'ils seraient très désireux d'avoir le concours des techniciens et des capitalistes étrangers :

Un fort sentiment anti-russe et anti-communiste, dit-il, unit ces pays en un puissant bloc, lequel contourne la Mer Noire, face à l'Ouest, alors que la Russie soviétique est géographiquement orientée vers l'Asie. Les formations d'Etat nouvellement détachés de la Russie, aussi bien que la Hongrie et la Roumanie — cette dernière a annexé la Bessaravie — seraient heureuses de voir la constitution d'Etats-tampons, susceptibles de les mettre à l'abri d'une agression directe de la part de la Russie.

La « Table Ronde » russe

L'organe monarchiste russe de Paris, le *Vozrojdenie*, publie un article de son collaborateur M. Sabline, dans lequel ce dernier commente, non sans quelque intérêt, l'article dont il vient d'être parlé de M. Korostovetz. Il déplore « la légèreté », voire même « la cruauté » avec lesquelles le jeune diplomate russe « morcelle la terre russe » :

Que faire ? dit-il mélancoliquement. Tout d'abord il est affligeant qu'un adroit et énergique propagandiste dépense son énergie dans un sens aussi indu. S'il avait étudié plus attentivement et moins passionnément la conjuncture actuelle, s'il aimait sa patrie, il aurait vite acquis la conviction que le meilleur avenir pour l'Ukraine aussi bien que pour toutes les autres régions et nationalités de l'Empire russe qu'il excite contre la « Vélikorussie », se place dans la création d'un empire fédératif, garantissant l'égalité des droits à ses membres, et non point dans la tentative d'un démembrement artificiel et dangereux au point de vue économique, démembrement qui entraînerait une nouvelle série de guerres et de dévastations. Je me permets de citer ici les paroles du prince A. Volkonski qu'il faudrait méditer :

« Pas de retour au passé. La future Russie unie se présente à notre esprit sous forme d'un Etat fédératif. Mais il ne faut pas abuser du principe de fédéralisme... Le régime qui répond réellement à la notion du fédéralisme garantit le libre développement des particularités locales en rétablissant la puissance étatique d'une unité. Il ne doit pas effrayer les partisans d'une Russie une et indivisible... Parmi ces formations régionales, l'Ukraine occupera une place honorable. »

Mais, dans ce cas, n'est-il pas temps de nous asseoir autour de la Table Ronde et de réfléchir sur la question suivante : quelle construction étatique de notre empire pourrait conserver son unité et lui donner une vie paisible, le bien-être économique et la puissance politique indispensable ? En effet, il n'est plus permis de douter qu'en Russie, les aspirations nationalistes aient pris un essor considérable. L'éventualité d'une explosion aiguë de séparatisme n'est point exclue. Il faut y réfléchir.

C'est un problème d'ordre pratique, il est opportun et sans équivoque. Les émigrés ont toute possibilité d'étudier la forme de gouvernement d'organismes aussi complexes que ceux qui constituent l'Empire britannique, le Reich allemand et les Etats-Unis d'Amérique. L'exemple de ces pays montre bien que la concession d'une large autonomie et l'attitude bienveillante envers les particularités adéquates à chaque région peuvent ne pas nuire à l'unité et à la puissance d'un empire. Il ne serait pas inutile de chercher pour l'Etat russe des bases susceptibles de suggérer à nos allogènes et régionalistes que les Russes d'esprit sain ne nourrissent pas le moindre dessein de leur faire accepter une chose inacceptable. Au contraire. Rien que le désir sincère d'élaborer en commun le projet de tel ou tel système, lequel permettrait à toutes les parties de la Russie de vivre librement. En effet, serait-il seulement possible de refuser aux Ukrainiens, aux Géorgiens, aux Azerbaïdjanais, aux Arméniens, etc... plein pouvoir pour administrer leurs affaires intérieures à leur guise, en laissant au pouvoir central de l'Empire uniquement le domaine des relations extérieures, l'organisation des forces armées et de la finance. Ce serait un malheur, le plus grand pour tous les peuples de notre Empire, que de voir apparaître, en tant que résultat d'aspirations nationalistes trop accentuées, de tels séparatismes qui entraîneraient de nouvelles guerres interrégionales, de nouvelles dévastations et dans lesquelles se ferait jour ce qu'on appelle « les intérêts étrangers », plus ou moins dissimulés derrière nos séparatistes.

Voilà pourquoi il importe d'ébaucher d'avance un tel empire qui constituerait un rêve séduisant pour toutes les parties de la Russie.

Il faut aborder la solution de ce problème avec bonne foi, dans un esprit politique sain, sans négliger les intérêts économiques qui doivent être bien compris.

Autour de la Table Ronde ? C'est là une idée bien séduisante mais combien stérile dans l'état d'esprit actuel des milieux politiques russes. M. Sabline piétine sur place et, malgré le ton conciliant de sa proposition, il reste sourd aux revendications légitimes des peuples subjugués, spoliés et persécutés par l'impérialisme russe. Ces peuples ne demandent que le respect de leur droit de disposer librement d'eux-mêmes. Ce qu'il faut tout d'abord c'est reconnaître ce droit, sans arrière-pensée. On pourra ensuite parler de la Table Ronde, car cette procédure serait ridicule si les membres n'y étaient pas réunis comme autant de membres égaux en droit. Pour abréger cette remarque qu'il nous soit permis de poser une question : M. Sabline reconnaîtrait-il, par exemple, l'admission de l'Ukraine ou du Caucase à la Société des Nations, comme c'est le cas pour les Dominions britanniques ? La réponse est claire : il ne l'admettrait pas. Et cependant la situation géographique de la Russie à l'égard des peuples qu'elle opprime est telle que, sans une garantie internationale, il n'y a pour ceux-ci ni paix ni tranquillité. Aussi longtemps qu'ils seront privés de cette garantie il ne restera d'autre moyen que de poursuivre la constitution d'un bloc de tous les peuples opprimés qui se dressera contre la Russie pour refouler ses ressortissants dans leurs frontières ethniques. Mais alors, c'est la guerre, nous dira-t-on ? Hélas ! oui, mais à qui la faute ?

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

L'organe du commissariat de l'industrie lourde *Za Industrializatsiyu* (4 novembre), considère sous un angle bien moins optimiste la situation de l'industrie pétrolière soviétique que ne le fit tout récemment l'hôte de Moscou, le député Charles Baron.

L'article de tête du journal du 4 novembre déclare que si, dans les premiers mois de l'année en cours, les pétroliers ont obtenu des résultats très satisfaisants pour ce qui est du rythme d'extraction, de sondage et d'exploitation, il n'en a pas été de même au cours des mois qui ont suivi. L'on constate, en effet, dit ce journal, que l'industrie pétrolière a sensiblement empiré et qu'au cours de neuf mois elle doit au pays plus de deux millions de tonnes de naphte sur lesquels l'« Azneph », principal trust, s'exclut pour une somme d'environ 1,8 million de tonnes.

Les causes de ce mauvais état de choses doivent être cherchées, selon ledit journal, avant tout dans le fait que les trusts du naphte qui, dans un passé assez rapproché, avaient obtenu de brillants résultats, sont restés inactifs et ont affaibli la direction technique.

Au mois de septembre le nombre des forages de l'Azneph en non-activité ont sensiblement augmenté. Les faits montrent que cette inactivité ne cesse de s'étendre d'une manière systématique : en juillet on comptait 470.000 forages-heure, au mois d'août on en comptait 549.000, en septembre 600.000. Dans certains établissements de l'Azneph ces lacunes atteignent 50 % de l'horaire ouvrier.

Le plus important d'entre les groupes de l'Azneph, le sixième, dans le rayon

du nom d'Ordjonikidze et qui fournit plus de 10 % du naphte de Bakou, ne possède pas un seul ingénieur.

*
**

Si l'on en croit une correspondance parue dans la *Morning Post* du 30 novembre, un accord avec le Syndicat du naphte aurait été obtenu à la Conférence internationale du naphte qui siège actuellement à Paris.

*
**

Limitation de l'activité du Syndicat du Naphte

De Londres (8 novembre) on annonce que la section anglaise du Syndicat du naphte, enregistrée sous le nom de Russian Oil Produkts Ltd, a commencé à restreindre son activité. Toute une série de dépôts de répartition en province et deux sections ont été fermés. Une réduction du personnel aussi bien dans les sections que dans l'administration centrale a été opérée. Ces mesures s'expliquent du fait que les bolcheviks manquent de produits de naphte pour les besoins de l'exportation. Comme on sait, le programme d'extraction du naphte ne s'exécute pas cette année. L'extraction effective est tombée au-dessous du niveau de celle de l'an dernier, alors que les besoins du marché intérieur, du fait de l'augmentation du nombre de tracteurs et d'automobiles. Dans l'espoir de voir augmenter l'exportation, les bolcheviks ont conclu, en 1932, d'importants contrats de naphte, et c'est pour avoir la possibilité d'exécuter ces contrats qu'aujourd'hui ils sont tenus de refuser toute vente en dehors des contrats.

CAUCASE DU NORD

La *Rostovskaïa Gazeta* annonce qu'au 15 septembre le plan des ensemencements dans le Caucase du Nord a été rempli dans des conditions trois fois et demi plus réduites que celui de l'an dernier à pareille époque. A cette date du 15 septembre, trente rayons n'avaient encore point commencé les travaux. Ce même organe signale que trois mille tracteurs sont inutilisables dans les stations de tracteurs de la région, par suite du manque de pièces de rechange. Les usines « Selmach » et « Krasny Akçai » n'ont pas été à même de remplir la tâche qui leur avait été assignée.

*
**

Parlant des conditions dans lesquelles s'effectue le travail dans les campagnes, le journal *Groznenski Rabotchi* (13 septembre) écrit : « Tout notre travail se heurte à une hostilité manifeste, suscitée par la lutte des classes. Une lutte acharnée se poursuit contre tout ce qui émane de notre initiative, contre la collectivisation, contre les opérations du stockage des céréales, etc... Si nous ne déclarons pas une guerre sans merci au koulak, nous ne parviendrons jamais à remplir notre tâche. »

*
**

Ce même organe du 7 août dernier se plaignait que les avaries survenues dans les établissements pétroliers de Grozny aient pris les proportions d'un véritable fléau. On évalue à 500 le nombre d'avaries enregistrées pendant sept mois aux établissements du naphte de Grozny. Un certain pourcentage de ces avaries est imputable à l'usure des appareils, mais la grande partie sont le résultat de la non-observation des règlements du forage des puits.

*
**

Dans le numéro du 17 août, le *Groznenski Rabotchi* constatait l'effondrement des Kolkhoz. On y lit que le groupe des koulaks et certains communistes ayant perdu tout visage communiste avec le secrétaire de la collective du parti,

M. Ismaïl, se sont livrés, une année durant, à un travail de sape tendant à la destruction du Kolkhoz « Krasny Molot » dans l'aoul de Guekhi. La direction du parti s'est accrue d'éléments étrangers de classe, ce qui a eu pour résultat de voir tomber le chiffre des kolkhoz de 200 à 34. C'est grâce à des gens comme ledit Ismaïl, comme Toutaev (vice-président du Kolkhoz), Soltakhanov (commis de la coopérative locale), Maltsagov (adjoint du gérant d'une coopérative d'alimentation) qu'un Kolkhoz de l'importance du « Krasny Molot » s'est effondré.

Le journal soviétique *Molot* du 18 août consacre quelques lignes au koulak « ennemi mortel » du pouvoir soviétique; on lit : « Les misérables débris des classes capitalistes écrasées, mobilisent leurs dernières forces pour opposer une résistance acharnée au socialisme qui avance. Dans leur arsenal de combat, leur arme préférée est le pillage, la mise à sac des biens publics. Dans le but de désorganiser la production socialiste, notre ennemi mortel, le koulak et ses partisans, ont recours aux survivances du capitalisme restées encore debout. Ces derniers temps, les cas de vol de marchandises dans les chemins de fer du Nord-Caucase sont devenus plus fréquents. L'on peut en dire autant des vols dans les coopératives et plus particulièrement le vol du blé dans les champs des kolkhoz et des sovkhoz.

UKRAINE

La situation en Ukraine

Paris (B.P.U.). — Les journaux soviétiques eux-mêmes ne peuvent que confirmer la situation, de jour en jour plus terrible, qui règne en Ukraine. La crise du ravitaillement a atteint son paroxysme.

Il faut savoir qu'au 15 octobre de cette année, 7.800.000 hectares seulement ont étéensemencés, représentant les 74,3 % du plan quinquennal. Tandis que l'année précédente, qui était loin d'être brillante au point de vue agricole, avait pu, à la même date, réaliser un ensemencement de 9.232.000 hectares. (*Izvestia*, n° 292).

De cette manière, l'écart des semailles des deux années 1931 et 1932 atteint le chiffre de 1.352.000 hectares de terres restées en friche, et comme un hectare produit en moyenne 3.200 kilos de blé, la conclusion est qu'il y aura une insuffisance de près de 4 millions et demi de tonnes de blé.

La *Pravda* (n° 279) ne cherche pas à dissimuler les résultats déplorables des semailles sur lesquelles elle donne de nombreuses précisions.

D'autre part, les nouvelles venant de là-bas ne nient pas l'existence de la famine dans beaucoup de régions de l'Ukraine. Notre correspondant à Kovno a reçu des nouvelles de l'Ukraine signalant qu'à Kiev et dans d'autres villes, errent beaucoup de paysans à la recherche d'un secours, mais n'ayant rien trouvé, ils déambulent dans les rues. Il est arrivé que certains de ces paysans sont morts de faim dans les rues ou dans les parcs de Kiev; chaque matin la milice enlève leurs cadavres.

Un politicien britannique qui a fait un voyage en U.R.S.S. pour le compte du Labour Party, a traversé l'Ukraine en octobre dernier. Il a eu l'occasion de parler avec des communistes ukrainiens qui ont déclaré que si le gouvernement de Moscou ne change pas sa politique de ravitaillement, près d'un million et demi de vies humaines seront sacrifiées.

Les « réformes » soi-disant octroyées par Staline n'ont apporté aucun changement, car tout d'abord elles ne changent rien dans le fond, mais procédant de la démagogie, elles n'ont servi qu'à sauver la situation ébranlée du dictateur rouge; en second lieu, si même elles avaient eu une signification réelle, leur application aurait été beaucoup trop tardive.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

203
21/2

ეროვნული
ბიბლიოთეკა

E 5114E
1932